4 fév. — Arrêté n° 132/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	164
9 fév. — Arrêté n° 148/MTFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	164
Arrêtés et décisions portant admissions dans divers corps de la fonction publique intégrations, nomination, titularisations, détachements, acceptation de démission, constatations d'absence irrégulière suspensions de fonctions, arrêté rapporté portant nomination, admission à la retraite, rectificatifs à de précédents arrêtés portants promotion et admission.	164
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	
1982	
5 fév. — Arrêté n° 7/MSP portant attribution de licence d'exploitation d'une officine de pharmacie.	176
5 fév. — Arrêté n° 8/MSP rapportant l'arrêté n° 11/PR/MSP du 29 janvier 1966 portant attribution d'une licence d'exploitation de pharmacie.	176
MINISTERE DU PLAN ET DE LA REFORME ADMINISTRATIVE	
1982	
12 fév. — Arrêté n° 3/MPRA/DGCEP/DFCEP portant création d'une caisse d'avance et nomination d'un régisseur.	176
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT DES TROISIEME ET QUATRIEME DEGRES ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	
1982	
3 fév. — Arrêté n° 1/METQDRS portant création d'une option langues nationales au sein de l'école normale supérieure d'Atakpamé.	176
Arrêté et décision portant nominations.	176
MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DES SOCIETES D'ETAT	
1981	
16 déc. — Arrêté interministériel n° 69/MISE/MTPMERH/MCT fixant les tarifs de vente de l'eau courante au Togo.	177

DIVERS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE	
1982	
21 janv. — Arrêté n° 13/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Atsou Kossi Edoh.	177
22 janv. — Arrêté n° 15/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Dankpo Apédi Kailampé.	177
1 fév. — Arrêté n° 26/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Birregah Easo Doguensa Massan Dadé.	177
1 fév. — Arrêté n° 27/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Klkam Kodjo.	178
2 fév. — Arrêté n° 29-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Akouegnon (Thomas).	178
2 fév. — Arrêté n° 30-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Agbo Ahouéléto Toussou.	178
3 fév. — Arrêté n° 33/MFE/DOM portant attribution définitive de deux terrains domaniaux à distraire du titre foncier n° 522 de Lomé.	182
3 fév. — Arrêté n° 34/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Johnson Jean Josiah.	179
4 fév. — Arrêté n° 38/MFE/CR accordant des allocations familiales à M. Afou Alassani.	179
4 fév. — Arrêté n° 41/MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. d'Almeida (Vincent-Alexandre).	179
8 fév. — Arrêté n° 42-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kérim Amadou.	179
9 fév. — Arrêté n° 43-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Edoah Ananou (Théodore).	179
9 fév. — Arrêté n° 45-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Barry Danto Ada.	180

9 fév. — Arrêté n° 46/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Tutuaku Kofi Dzogbenyule.	180
9 fév. — Arrêté n° 47/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Gande Aboudoulaye.	180
9 fév. — Arrêté n° 48/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Johnson Amissavi.	180
9 fév. — Arrêté n° 50/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amouzougan Assienvi (Jean).	181
12 fév. — Arrêté n° 54/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ogoudjobi Olushela (Isaac).	181
15 fév. — Arrêté n° 55/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kifalang Tovi Balakiné-bawi.	181
15 fév. — Arrêté n° 56/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Somoko Balantpli Mourrey (Lucien).	181
15 fév. — Arrêté n° 58/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Fikou Ombouro.	182
Arrêtés et décision portant agrément de commissionnaires en douane et approbation de rôles.	182

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis de perte de titre foncier.	183
C.N.C.A. (Bilan au 30 septembre 1981).	184

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 12/MEF du 21 janvier 1982 portant création d'une commission permanente pour la réforme de la fiscalité.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Vu la constitution du 9 janvier 1980 ;
Vu le décret 81-103 du 20 mai 1981 fixant la composition du gouvernement ;

A R R E T E :

Article premier — Il est créé une commission permanente chargée de la réforme de la fiscalité.

Art. 2 — Cette commission dénommée Commission Permanente pour la réforme de la fiscalité est présidée par le ministre de l'économie et des finances ou par son représentant. Elle est composée de membres nommés par arrêté du ministre de l'économie et des finances.

Art. 3 — La Commission permanente pour la réforme de la fiscalité qui se réunit sur convocation de son Président est chargée :

- de l'examen des propositions de réforme fiscale ;
- de l'élaboration d'un nouveau dispositif dans le sens de la justice fiscale, de l'adaptation de la fiscalité au développement et de la rentabilisation de cette fiscalité.
- des relations avec les organismes socio-professionnels qui pourront adresser à titre consultatif des communications de caractère fiscal destinées à aider la commission dans sa mission.
- de la confection des textes à insérer dans les prochaines lois de finances.
- des recommandations aux services intéressés pour une meilleure appréhension des objectifs préconisés.
- de l'organisation de l'information des contribuables.
- de l'analyse des premiers résultats de la réforme, des retouches et rectifications éventuelles à apporter au système.

Art. 4 — Le secrétariat de la commission susvisée est assumé par le Conseiller Juridique du ministre de l'économie et des finances, membre de droit de cette commission, ou par tout autre fonctionnaire du ministère de l'économie et des finances désigné par le Président de ladite commission.

Art. 5 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 janvier 1982

*Le ministre de l'Economie
et des Finances*

Tété Tèvi BENISSAN

Autorisations de paiement

Décision n° 76/MEF/FO du 25-1-82 — Est autorisé le paiement de la somme de : cinq cent mille (500.000) francs représentant l'indemnité forfaitaire accordée à M. Panou Kuassi, censeur du Lycée de Vogan, victime d'un accident de circulation lors d'une mission commandée.

Cette somme sera mandatée et payée exceptionnellement par bon de caisse au profit de l'intéressé.

La dépense est imputable sur le chapitre 47, article 18 du budget général gestion 1981.

Décision n° 79/MEF/FO du 26-1-82 — Est autorisé le paiement de la somme de trois cent vingt mille (320.000) cfa représentant le montant du crédit mis à la disposition de M. Gohoungou Adjadi B.P. 2656 — Lomé pour les travaux de réfection de l'ancien bâtiment de la coordination (ministère du plan).

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Togo.

La dépense est imputable sur le chapitre 47, article 18 du budget général, gestion 1981.

Décision n° 85-MEF-FO du 27-1-82 — Est autorisé le virement de la somme de huit millions dix neuf mille deux cent quatre vingt huit (8.019.288) francs CFA, soit l'équivalent de 27.796,49 US \$, au compte n° 033912 — banque de Chine à Pékin ouvert au nom de l'ambassade du Togo à Pékin.

Cette somme représente le montant de la facture pour le ravitaillement de l'avion présidentiel, lors de la visite officielle du président de la République en Chine.

La dépense est imputable sur le chapitre 47, article 18 du budget général — gestion 1981.

Décision n° 93-MEF-FCS du 28-1-82 — Est autorisé le paiement au profit de maître Kokou Koffigoh, avocat à la Cour, d'une somme de cent mille (100.000) francs CFA, représentant le montant des dommages-intérêts dus par l'Etat togolais, par suite d'un accident de circulation causé par le véhicule RT 6725-B, prêté à l'Etat togolais par M. Ahingoe Kodjovi et conduit par Afanou Cotico, chauffeur en service commandé à Aného.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 36.100.009 R ouvert auprès de la BIAO, au nom de l'intéressé.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 48, article 10, gestion 1981.

Décision n° 100-MEF-CFS du 28-1-82 — Est autorisé le paiement au profit de l'union des parlements africains (UPA), de la somme d'un million deux cent quatre vingt dix sept mille (1.297.000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1981.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 90.301.315 ouvert auprès de la société ivoirienne de banque (SIB) à Abidjan République de Côte d'Ivoire.

La dépense est imputable sur le chapitre 51, article 3, paragraphe 2 du budget général, gestion 1981.

Décision n° 102-MEF-FCS du 28-1-82 — Est autorisé le paiement au profit de l'école normale supérieure d'Atakpamé, de la somme de quatre millions huit cent mille (4.800.000) francs CFA, représentant le montant du reliquat de la participation de l'Etat au fonctionnement de ladite école au titre de l'année 1981.

Cette somme sera mandatée et virée au compte de dépôt n° 54 ouvert au Trésor au nom de l'école normale supérieure d'Atakpamé.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 53, article 1, paragraphe 9 b, gestion 1981.

Décision n° 116-MEF-FCS du 2-2-82 — Est autorisé le paiement au profit du secrétariat général du « conseil supérieur du sport en Afrique CSSA », de la somme de six cent cinquante mille (650.000) francs CFA, représentant la contribution du Togo au titre de l'année 1981.

Cette somme sera mandatée et virée au compte bancaire n° 31099068 ouvert auprès de la société camerounaise de banque SCB à Yaoundé (Cameroun).

La dépense est imputable au budget général, chapitre 51, article 3, paragraphe 2 du budget général, gestion 1981.